

**4 Économie**

**Entretien avec le directeur général de Total Gabon**

**Henri-Max Ndong Zué : " Nous devons assurer la pérennité de notre entreprise pour ne pas nous retrouver pris en otage avec des lendemains incertains "**

Propos recueillis par **Maxime Serge MIHINDOU**  
Libreville/Gabon

*Alors que Total Gabon fait face à une menace de grève et une paralysie de ses installations, le directeur général de Total Gabon appelle tous les employés à la responsabilité et au consensus en cette période délicate, malgré l'amélioration récente des indicateurs de performance de l'entreprise.*

**L'union :** Total Gabon a clôturé l'exercice 2017 sur de bons résultats et a débuté l'année 2018 avec un bénéfice net en hausse sur le 1er trimestre. Après deux années consécutives difficiles, qu'est-ce qui explique cette embellie au niveau des performances de l'entreprise ?

**Henri-Max Ndong Zué :** Total Gabon a effectivement enregistré une amélioration de ses résultats, due principalement à la remontée des prix du baril de pétrole qui sont passés pour le marqueur Brent de mer du Nord en moyenne de 43,7 \$/bbl en 2016 à 54,2 \$/bbl en 2017, soit une progression de 24%. Cette hausse s'est poursuivie au 1er trimestre 2018 avec une moyenne de 66,8 \$/bbl pour le Brent. Nous avons également bénéficié des efforts internes réalisés en termes de réduction de coûts et d'amélioration de l'efficacité opérationnelle, sécurité de nos opérations et disponibilité de nos installations. Enfin, en 2017 nous avons enregistré un profit lié à la cession de nos actifs non stratégiques. Cependant, pour être solide quels que soient les prix du pétrole sur lesquels nous n'avons aucune emprise et assurer le futur de notre entreprise, nous devons encore améliorer notre performance opérationnelle. La disponibilité de nos installations, après une belle progression sur la période 2015-2016, est redescendue à 86% et nous sommes aujourd'hui en dessous de nos objectifs de production. C'est pour faire face à cela que nous avons lancé de nouveaux chantiers axés sur le partage de notre valeur sécurité, pierre angulaire de nos opérations et la restauration de notre performance opérationnelle.

**Peut-on dire que l'option de recentrage de vos actifs en mer avec la cession de plusieurs champs pétroliers à l'opérateur Pérenco porte aujourd'hui ses fruits et permet à l'entreprise d'être plus performante ?**

La décision de nous recentrer sur nos actifs stratégiques en mer est

un projet à moyen/long terme. Elle part du constat que nous apportons plus de valeur sur ces actifs pour lesquels nous voyons plus de potentiel. Nous avons lancé les actions nécessaires pour y arriver. Cela passe par la consolidation de notre production en produisant de manière plus sûre et efficace. L'année prochaine, nous disposerons dans nos bureaux de Port-Gentil d'une salle collaborative jouxtée à la salle de contrôle des opérations en mer, nous permettant d'optimiser nos ressources humaines, nos moyens logistiques et l'utilisation de notre réseau gaz à haute pression. Nous espérons ainsi atteindre à terme une disponibilité des installations de plus de 93%. Par ailleurs, pour ce qui est des actifs cédés à Perenco, nous sommes confiants qu'ils sauront valoriser pour le bénéfice de toutes les parties prenantes, comme ils l'ont démontré par le passé.

**L'augmentation des cours du brut est une bonne nouvelle pour toute l'industrie pétrolière nationale notamment pour le gouvernement qui bénéficie de plus-values inespérées. Ce relèvement des prix du pétrole peut-il atténuer ou contrer, selon vous, les effets dévastateurs subis par les compagnies quand le cours était très bas ? Peut-on envisager une reprise des embauches dans le secteur et un regain d'intérêt pour les compagnies pétrolières proches du départ ?**

Les prix du pétrole sont par nature cycliques. Or, nous investissons pour des périodes de 10 ans voire parfois de plus de 20 ans. Lorsque nous décidons de ces investissements, nous ne le faisons pas sur la base des prix d'aujourd'hui. Pour nous inscrire dans la durée, nous nous devons de trouver des schémas de développement et poursuivre la baisse de nos coûts afin de lancer des projets rentables quels que soient les prix du pétrole. C'est la raison pour laquelle, il est primordial pour Total Gabon de réaliser avec succès ce programme de restauration de l'excellence opérationnelle. C'est l'une des conditions pour avoir les marges de manœuvre nécessaires à la relance des investissements. Un autre élément important est de bénéficier d'une fiscalité adaptée. Pour cela, nous attendons la sortie du nouveau Code des hydrocarbures qui devrait, d'après l'ambition affichée par le gouvernement, être plus flexible et plus attractif. Pour ce qui est des emplois, il est clair qu'une relance des investissements dans le secteur pétrolier devrait avoir un effet induit positif sur les fournisseurs de biens et services et devrait générer



**Le directeur général de Total Gabon Henri-Max Ndong - Nzué veut privilégier le dialogue et la concertation avec les partenaires sociaux.**

des emplois. Naturellement, cet effet sera d'autant plus fort que les investisseurs auront la confiance et la visibilité nécessaires pour s'inscrire dans la durée.

**L'embellie constatée au niveau des cours du brut n'est, cependant, pas accueillie de manière favorable chez tout le monde, notamment chez les consommateurs. Que pensez-vous de la décision du gouvernement d'indexer désormais les cours du brut sur la vente du carburant à la pompe ? Quelles peuvent être les conséquences d'une telle mesure ?**

N'ayant pas tous les éléments, vous comprenez qu'il m'est difficile de me prononcer sur cette mesure. Néanmoins, je crois saisir qu'elle obéit à une logique de contrainte budgétaire à laquelle est soumis le gouvernement dans cette conjoncture difficile pour tous les pays pétroliers. Raison pour laquelle, fait exceptionnel, la présidence de la République vient d'annoncer une réduction importante de ses effectifs. Cependant, il convient de rappeler la volonté des autorités d'épargner les foyers les plus modestes en excluant les produits de première nécessité comme le pétrole lampant et le gaz butane.

**Total Gabon prévoit la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE). Pourquoi cette décision et quels sont les objectifs recherchés ?**

À l'image de ce qui a été réalisé en France, le groupe Total a, dans tous les pays où il est présent, décidé de regrouper au sein d'une même entité juridique les activités de support aux opérations, afin de mieux affirmer l'appartenance à un même ensemble, d'améliorer l'efficacité de nos organisations et d'offrir des opportunités de carrière plus larges au personnel national. Cette mutualisation devrait également permettre de générer des synergies et des réductions de coûts en

matière d'achat de biens et services. Pour le Gabon, en liaison avec la société Total Marketing Gabon, nous avons décidé de loger cette entité au sein d'un GIE comme cela est possible dans les normes OHADA qui régissent le droit des sociétés. Après discussions avec les instances représentatives du personnel, nous avons convenu que les personnes qui seront détachées dans cette nouvelle entité conserveront leur contrat de travail d'origine et par conséquent leur statut. Ainsi les collaborateurs de Total Gabon n'ont pas de crainte à avoir quant à leur futur. Ils resteront salariés de Total Gabon et continueront à être gérés selon les mêmes règles.

**Le climat social est, dit-on, des plus délétères en ce moment à Total Gabon avec une menace de perturbation de vos installations par des employés grévistes. Ces derniers vous reprocheraient d'avoir violé le Code du travail. Via l'Onep, ils accusent la direction générale d'avoir déployé le personnel de l'entreprise EMTP en lieu et place du personnel gréviste au sein des sites de l'Île Mandji, Cap Lopez et Anguille et Torpille en violation des Articles 14 et 270 du Code du travail en vigueur en République gabonaise. Que répondez-vous à ces graves accusations ?**

Je tiens d'abord à rappeler que Total Gabon est une entreprise citoyenne, respectueuse des lois. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos autorités de tutelle, notamment le ministère du Pétrole, le ministère du Travail et le ministère de l'Économie, qui ne manqueraient pas de nous saisir si elles constataient des écarts par rapport à la loi. Pour ce qui est du climat social, nous sommes actuellement en discussions avec le syndicat des employés du secteur pétrole, l'Onep, après avoir reçu une notification de préavis de grève. Dans le contexte économique actuel encore fragile, je crois que nul n'a intérêt à susciter une grève dont les conséquences financières seraient lourdes pour plusieurs parties prenantes et notamment pour nos collaborateurs. Une grève pourrait mettre en danger notre société, qui comme je l'ai indiqué, commence à se redresser après plusieurs années difficiles.

**Mais que réclament-ils concrètement ?**

Sur le fond je suis frappé par la nature des demandes de l'Onep qui portent essentiellement sur la création de nouvelles primes et autres bonus alors que malgré le contexte, nos collaborateurs sont,

d'après les enquêtes indépendantes, parmi les mieux rémunérés du secteur et ont bénéficié d'augmentation de salaires et de versement de primes représentant en moyenne jusqu'à 2 mois de salaire sur les 3 dernières années. Par ailleurs, je suis surpris par l'absence de propositions sur les moyens de rendre notre entreprise plus performante ou d'améliorer le dialogue au sein de la société ! Cette manière de faire consistant uniquement à demander sans chercher à contribuer à la réussite de la société ne me paraît pas responsable.

**Que comptez-vous faire pour mettre fin à ce conflit et rétablir la sérénité au sein de l'entreprise ?**

L'une des valeurs clés de notre entreprise est le respect de l'autre. Cela implique l'écoute, l'ouverture et le dialogue. C'est de cette manière que nous comptons traiter ce conflit. Je salue l'initiative du ministre du Travail qui nous a réunis pour une séance de travail. Elle a permis de recadrer et de clarifier les points de droit et les sujets qui pourraient faire l'objet de discussions. Désireuse de ramener la sérénité dans l'entreprise, la direction de Total Gabon a fait des avancées chaque fois que la question posée paraissait légitime. Ainsi, sur la gestion de carrière, nous sommes prêts à regarder les situations qui seraient anormales, par exemple un collaborateur occupant un niveau de poste au-dessus de sa classification hiérarchique. Un autre exemple, au lieu d'une suppression brutale des primes de chantier des collaborateurs affectés à terre après plus de 3 ans sur site, nous avons proposé de les réduire de manière dégressive. J'ai la conviction qu'une large majorité des collaborateurs de Total Gabon partage l'ambition qui est la nôtre d'assurer la pérennité de notre entreprise, seule garante de nos emplois. Il faut qu'elle s'exprime pour ne pas se retrouver prise en otage avec des lendemains incertains pour leur société.

**Votre mot de fin**

Total Gabon est à une période charnière de son histoire. Nous, collaborateurs de Total Gabon, sommes très fiers de cette histoire riche de plus de 85 ans durant laquelle nous avons participé à plus de 80% des découvertes réalisées au Gabon. Notre responsabilité est de continuer à faire prospérer cette entreprise pour transmettre ce bien aux générations futures. Il ne saurait être question d'hypothéquer le futur de notre entreprise.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 04/07/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	04/07/2018	5 327,93
		USD	1,1665	1USD =	562,329	1 USD	579,962	DOW JONES	04/07/2018	24 ,397,57
		CAD	1,5344	1CAD =	427,501	1 CAD	455,776			
		JPY	129,0900	1JPY =	5,081	100 JPY	536,804			
		GBP	0,8835	1GBP =	742,453	1 GBP	791,506			
		CHF	1,1573	1CHF =	566,799	100 CHF	60 440,34			
		ZAR	15,9718	1ZAR =	41,070	100 ZAR	4 338,65			
		MAD	11,0597	1MAD =	59,311	1 MAD	62,66			
		CNY	7,7481	1CNY =	84,660	1CNY	87,20			
		KES	117,4800	1KES =	5,584	1KES	5,75			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
**04 Juillet 2018: 78,42**

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 04/07/2018**

**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>